

JEEP ELITE

La LNB prolonge la suspension du championnat mais prépare la suite

Pas de surprise lors du comité directeur de la Ligue Nationale de Basket qui s'est tenu hier.

Le championnat de Jeep Elite (ainsi que la Pro B) reste suspendu jusqu'à nouvel ordre. Si la LNB espère toujours le faire reprendre, elle est évidemment suspendue aux décisions gouvernementales.

En revanche, le championnat Espoirs est, lui, définitivement arrêté pour cette saison.

En attendant, la LNB va aussi mettre en place plusieurs groupes de travail pour préparer les prochaines semaines, à savoir les hypothétiques reprises ou arrêt définitif des compétitions ; les aspects sanitaires et médicaux ; mais aussi pour réfléchir à des mesures concernant l'économie des clubs, forcément impactés lourdement par cette crise.

Le Courrier de l'Ouest – Mercredi 1^{er} avril 2020



NOUVELLE SAISON,
**NOUVEAU
REBOND!**
#CBFAMILY



SOLIDARITE

L'avenir de la Jeep Élite reste en suspens

La LNB allait-elle hier enfin trancher sur l'avenir de la Jeep Élite - qui concerne Cholet Basket (actuel 6^e du classement) -, interrompue après 25 journées ? Non, puisque « *les compétitions Jeep Élite et Pro B restent suspendues jusqu'à nouvel ordre. Leur reprise est toujours souhaitée mais se fera conformément aux décisions gouvernementales, dans le respect total et prioritaire de la sécurité et santé des joueurs, des équipes de support et du public.* »

Des groupes de travail réfléchissent aux « *hypothèses de reprise et de fin des compétitions selon les calendriers nouveaux*

des compétitions européennes et olympiques [...], aux aspects sanitaires et médicaux [...], aux conditions et délais de réathlétisation en cas de reprise, [...] et aux mesures à prendre pour sauvegarder la santé économique des structures professionnelles, clubs et Ligue. »

P. -Y. C.

Point final pour les Espoirs.

La LNB a en revanche acté la fin prématurée du championnat Espoirs, que survolaient les Choletais de l'Académie Gautier (25 victoires en 25 matchs).

Davantage de détails sur le site internet du Courrier.

Le Courrier de l'Ouest – Mercredi 1^{er} avril 2020



NOUVELLE SAISON,
**NOUVEAU
REBOND!**
#CBFAMILY



SOLIDARITE

JEEP ÉLITE

LE BASKET JOUE LA MONTRE

La Ligue nationale n'a pas prononcé l'arrêt définitif de la saison afin de se donner le temps nécessaire pour en mesurer les conséquences sportives et économiques sur les clubs.

ARNAUD LECOMTE

Limiter les dégâts : tel est le mot d'ordre du basket pro à l'épreuve du coronavirus. Suspendus depuis le 12 mars, les Championnats de Jeep Élite et de Pro B voient les espoirs de reprise diminuer au fil des jours. « *Déterminée à mener les Championnats à leur terme* » le 19 mars, la Ligue nationale a indiqué mardi 31 mars qu'une reprise était toujours « *souhaitée* » mais qu'elle s'effectuerait « *conformément aux consignes du gouvernement dans le respect total et prioritaire de la sécurité et santé des joueurs, des équipes de support et du public.* »

La prolongation du confinement ne permet plus de fixer la moindre échéance. Et la constitution de trois groupes de travail paritaires (avec des représentants de la Ligue, des clubs, joueurs et entraîneurs) afin de

réfléchir « *aux hypothèses de reprise et de fin des compétitions, aux aspects sanitaires et médicaux et à l'économie des clubs* » indique bien que la LNB entend avant tout gagner du temps afin de mûrir ses décisions sportives (relégations, accessions, places européennes) et limiter les recours juridiques dans le cas, de plus en plus probable, d'impossibilité de mener la saison à son terme.

La réduction de l'élite de 18 à 16 clubs envisagée cette saison, ainsi que la fin du contrat télévisuel avec RMC, ajoute évidemment de la tension au contexte général sanitaire et économique.

Les pertes de recettes ont déjà incité les clubs à utiliser les amortisseurs mis en place par l'État. Les dégâts sont pour le moment limités mais les semaines qui viennent n'ont pas fini de générer du stress. **E**

L'Asvel a les reins solides

Le club le plus sacré de l'histoire (19 titres) s'appuie cette saison sur le plus gros budget de l'histoire du Championnat (11,5 millions d'euros). Co-leader de l'élite tout en menant de front une campagne d'EuroLigue avec brio (8 succès lors de ses 16 premiers matches), le club de Tony Parker a réussi un autre tour de force : celui de convaincre Jean-Michel Aulas, le président d'OL groupe, de devenir actionnaire (à hauteur de 30%) de Villeurbanne. Adossé à la puissance économique de l'Olympique Lyonnais, l'Asvel, qui s'investit tous azimuts depuis deux ans – reprise de la section féminine, lancement de l'Académie... –, ne semble pas en danger immédiat.

« *L'Asvel risque-t-elle de mourir suite à cette crise ? Non, explique Gaëtan Muller, le président délégué. Est-ce que pour autant, parce que Tony Parker est propriétaire et Jean-Michel Aulas actionnaire,*

c'est une partie de plaisir ? Certainement pas. Ça dépasse le sport. Nous sommes souffrants comme tout le monde. La balle n'est pas entre nos mains. Nous sommes en contact avec les collectivités, métropole, région, la Ville de Villeurbanne, pour voir ce qu'on pourra faire. Mais il est trop tôt pour évaluer comment tout cela affectera nos projets. Surtout, ce n'est pas le moment de parler de ça. Il y a plus important. »

SASP (société anonyme sportive professionnelle) dont 6 millions d'euros du budget proviennent du partenariat privé et 2 millions de la billetterie, l'Asvel est donc dans l'attente. Mais elle ne craint pas le scénario redouté par la LNB d'un arrêt définitif de la saison. « *Le plus intelligent, c'est d'annuler. Pas de champion, pas de relégation, avait tranché Tony Parker la semaine dernière dans ces colonnes. On attend les décisions*



Gaëtan Muller, président délégué de l'Asvel.

de la Fédération et de la Ligue. Mais si les JO, l'Euro de foot sont reportés, je ne comprendrais pas pourquoi on jouerait.

De son côté, Monaco, deuxième masse salariale de l'élite et principal rival de l'Asvel, repose lui en grande partie sur la fortune de son président ukrainien Sergueï Dyachko. Pour l'heure, le projet ne semble pas en danger. **Y.O.**

Strasbourg va emprunter



Martial Bellon, président de Strasbourg.

Poids lourd du Championnat de France depuis sept ans avec cinq finales perdues, cinq trophées et des moyens financiers situant le club dans le top 3 des budgets chaque année, Strasbourg IG (SIG) tente ces jours-ci de colmater les brèches au bout d'une saison sportive chaotique qui s'était très légèrement redressée avant l'interruption (10^e du classement).

Le club alsacien s'est notamment séparé en janvier de son entraîneur emblématique Vincent Collet et avait dû retoucher son effectif à plusieurs reprises, le tout dans un contexte budgétaire moins confortable. « *On faisait une mauvaise saison et on n'avait pas atteint nos objectifs de partenariats* », indique Martial Bellon, le président de la SIG, qui sort lui-même d'une période de « quatorzaine » dans une région du Grand Est fortement touchée par l'épidémie.

La perte de six recettes à domicile d'ici la fin de la saison régulière, sans parler d'hypothétiques play-offs, n'arrange évidemment rien. Le club a évalué à 20% du budget validé en début de saison à 7,6 millions d'euros la « *perte maxi-*

male » si la saison ne reprenait pas. « *Il n'y a pas de souci immédiat de trésorerie* », tempère néanmoins celui qui est aussi vice-président de la Ligue nationale. Martial Bellon indique néanmoins qu'après avoir mis la quasi-totalité des salariés au chômage partiel, il négocie actuellement un emprunt bancaire garanti à 90% par l'État, l'une des mesures gouvernementales d'urgence destinées aux entreprises pour faire face à la crise actuelle. « *Cela ne remplace pas le chiffre d'affaires mais cela donne de la trésorerie. On tire sur un montant pendant un an et au bout d'un an c'est transformé en crédit amortissable. Cela va beaucoup nous aider même si, bien sûr, il faudra rembourser cet argent* », précise-t-il, ajoutant qu'aucune baisse de salaire n'était programmée « *pour le moment* ». Mais les mois à venir s'annoncent rudes. « *J'ai demandé que l'on travaille sur un budget à 30 ou 40% en baisse. Cela va être le cas de tout le monde* », ajoute Martial Bellon, pour lequel « *toutes les réflexions à venir doivent être centrées d'abord sur l'aspect sanitaire, même en cas de reprise* ». **Ar.L.**



Romain Perchoyau/Équipe

« L'Élan Béarnais est en danger »

Le directeur général de Pau-Lacq-Orthez, Didier Gadou, tire la sonnette d'alarme. La crise du coronavirus plombe un bastion déjà en difficulté avant l'arrêt des matches.

Avant la suspension du Championnat provoquée par la pandémie de coronavirus, l'Élan Béarnais voguait déjà en eaux troubles. Après un exercice achevé la saison passée avec un déficit d'exploitation de 300 000 €, Pau-Lacq-Orthez vivait une saison encore plus tourmentée financièrement : une pluie de blessés, une Coupe d'Europe, la Ligue des champions, qui attirait peu de public...

La crise sanitaire plombe un peu plus le bastion. Si son directeur général, Didier Gadou, refuse de prononcer les mots « *dépôt de bilan* », le scénario catastrophe n'est pas exclu.

« *L'Élan Béarnais est en danger, prévient-il. Dans toute l'économie du sport, il y aura un avant et un après coronavirus. À ce stade, on passe notre temps à calculer et à déterminer les différentes issues.* »

Des trois dénouements possibles – reprise, arrêt définitif, reprise mais à huis clos – le dernier est celui qui effraie le plus l'Élan, car il devrait, sans billetterie, payer les frais incompressibles d'orga-

nisation des matches et offrir une compensation à abonnés et partenaires, qui resteraient confinés.

Doté de la plus grande salle de Jeep Élite (7700 places), Pau est mécaniquement l'un des plus impactés par la perte des recettes des jours de match, qui représentent 10% de son budget selon son DG. Et le jeu a été interrompu alors que le club aux neuf titres s'apprêtait à accueillir l'Asvel, championne de France (15 mars), puis le classique contre Limoges (5 avril), ses plus lucratives soirées de l'année.

L'Élan Béarnais étant géré par une société d'économie mixte (SEM) dont l'actionnaire majoritaire est la mairie de Pau, il devrait être protégé de la faillite par celle-ci qui, sans son club étendard de basket, devrait gérer un équipement luxueux, le palais des sports, qui sonnerait creux.

« *Toutes les sociétés françaises sont confrontées à cette crise. Nous travaillons avec les actionnaires pour trouver la meilleure solution* », conclut Gadou. **Y.O.**



Nicolas Luttikhuis/Équipe

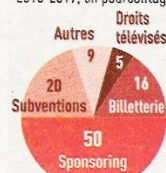


Le 10 mars, David Lighty et l'Asvel s'imposaient, à huis clos, face à Monaco (95-83).

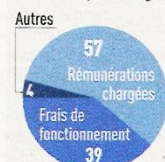
chiffres

Pas trop dépendants des droits télé

Répartition des recettes des clubs de Jeep Élite (saison 2018-2019, en pourcentage)



Répartition des charges (2018-2019, pourcentage)



Source: Direction nationale du conseil et du contrôle de gestion des clubs

Alex Marinin/L'Équipe

«Pour le moment, ça tient»

Philippe Ausseur, le président de la Direction nationale du conseil et du contrôle de gestion des clubs professionnels, estime que les conséquences économiques seront supportables à condition que la saison aille à son terme.

«Comment se présente la situation économique de la Jeep Élite après trois semaines d'arrêt ?

Il me semble que le basket peut être un peu plus serein que d'autres sports. Globalement, en termes de trésorerie, pour le moment, ça tient. Les mesures gouvernementales, qui permettent de différer le paiement des charges sociales et de mettre en place le chômage partiel, ont fait beaucoup de bien. Le basket professionnel d'une manière générale évolue dans un contexte plutôt sain, avec un modèle économique assez bien réparti (voir infographie), assez peu dépendant des droits télé, moins que d'autres sports. En revanche, il est davantage exposé au manque de recettes

directement issues des matches, par la billetterie et le sponsoring.

“Ne pas terminer les Championnats serait le pire scénario, on peut craindre beaucoup de dégâts”

Ya-t-il aujourd'hui des clubs de Jeep Élite et Pro B dans des situations compliquées voire inquiétantes ?

Ceux qui se portent bien maigrissent et ceux qui sont maigres risquent de mourir. Cela peut en concerner quelques-uns. Ceux-là, on les surveille de près, c'est par exemple Pau-Orthez qui est très dépendant de l'aspect billetterie et qui était

limite la saison dernière dans sa situation nette ou encore Le Portel. En Pro B, c'est Evreux, Lille. Pour eux, on a dû s'assurer que les mesures de sauvegarde gouvernementales étaient bien enclenchées.

Savez-vous évaluer le manque à gagner que provoque la crise actuelle ?

Tout dépendra de la date de sortie de crise, du format de redémarrage du Championnat, s'il redémarre, et de la réaction des sponsors par rapport à ce qu'ils ont eux-mêmes vécu. On sent à ce stade que la Pro B résisterait un peu mieux. Pour la Jeep Élite, on est plus inquiet car les volumes sont plus importants et puis les trois descentes prévues en fin de saison avaient

provoqué non pas une course à l'armement mais des clubs avaient été plus loin dans les masses salariales que d'habitude. Je veux rester prudent dans les chiffres mais ce serait de l'ordre d'une perte cumulée de deux millions sur l'exercice actuel si on reprend dans un format assez proche du format de compétition prévu. Ne nous trompons pas de priorité : la situation sanitaire est essentielle, elle devra être garantie pour reprendre. Mais économiquement, il faut se donner tous les atouts pour qu'on puisse terminer les Championnats, cela permettrait de sauvegarder une bonne partie des recettes. Ne pas les terminer serait le pire scénario, on peut craindre beaucoup de dégâts.»

Ar.L.



Aude Alcover/Icon Sport



NOUVELLE SAISON,
NOUVEAU REBOND!
#CBFAMILY



SOLIDARITE